



Déclaration liminaire **CSAL-Formation spécialisée** **santé sécurité conditions de travail** **(F3SCT) du 6 octobre 2026**

Monsieur le directeur,

Aujourd'hui le dialogue social est au point mort à la DGFIP, la CGT Finances Publique ne s'y résout pas et a décidé de porter les revendications des personnels directement auprès des parlementaires.

La CGT Finances Publiques a interpellé la représentation nationale à [plusieurs reprises depuis le début de l'année sur la situation de la DGFIP](#). Des parlementaires se disent prêts à travailler à l'ouverture d'une commission d'enquête parlementaire sur la destruction du réseau de la DGFIP, de ses missions et de nos droits et garanties.

En CSA de réseau, la plupart des dossiers ne sont plus soumis au vote des représentant.es des personnels. Les éluEs sont noyéEs sous le nombre pléthorique des points à l'ordre du jour. Quelles que soient leurs interventions, la Direction générale ne fait évoluer aucun point et déroule sa feuille de route sans tenir compte des réalités auxquelles sont confrontées les agentEs.

20 collègues ont mis fin à leurs jours en 2025, soit un taux de suicide deux fois supérieur au taux moyen au sein de la population active. Malheureusement, le plan « améliorer les conditions de travail et prévenir les risques suicidaires » que vous nous présenterez aujourd'hui n'y changera pas grand-chose.

Car dans le même temps, le NRP1 sur les structures n'est même pas terminé que le NRP2 sur les missions est engagé, associé à de nouveaux reculs en matière de règles de gestion, et toujours des suppressions d'emplois. C'est davantage d'instabilité et d'industrialisation des process de travail, de difficultés dans l'articulation vie professionnelle-vie privée. C'est irresponsable !

Localement, la situation n'incite pas non plus à l'optimisme. Malgré une procédure remaniée et les efforts déployés par les actrices et acteurs locaux de prévention, la démarche DUERP est toujours aussi impuissante à proposer des actions efficaces en matière de prévention des risques socio-professionnels parce qu'il est impossible d'agir sur les causes (effectifs, déstructuration du réseau, perte de sens du travail et industrialisation des tâches).

A cela, il faut aussi ajouter le comportement toxique et irresponsable de certains managers, comme lors de la réunion du SDIF de Vendée du 16 septembre dernier, où les animateurs de la réunion ont répondu aux agents qui faisaient état de leur mal-être en raison de la charge de travail alourdie par les défaillances des applicatifs, la mise en place du SDIF et le transfert de la taxe d'urbanisme, qu'il ne s'agissait que de ressentis individuels. Ce type de propos visant à nier ou minimiser les difficultés de fonctionnement d'un service, par ailleurs avérées et documentées, notamment par le rapport de visite du médecin du travail du 16 juin 2026, en renvoyant chacun à sa propre responsabilité individuelle est dangereux. La CGT vous demande, monsieur le directeur, de les condamner et d'y mettre fin sans délai, d'autant que lors de la réunion de la formation spécialisée du 3 mars dernier, les organisations syndicales vous avaient déjà signalé que le pilotage du SDIF était problématique.

Parallèlement, le gouvernement cible les fonctionnaires en gelant une nouvelle fois le point d'indice alors que nous avons déjà subi une perte de pouvoir d'achat de plus de 15 % depuis 2017, les retraités avec la désindexation des pensions et la suppression de l'abattement fiscal pour une économie de 5,5 milliards, et les salariéEs malades avec 2 milliards d'économie sur les arrêts maladie. A l'inverse, le gouvernement veut alléger la taxe sur les grandes entreprises de plus de 5 milliards et maintenir les plus de 200 milliards de cadeaux annuels aux entreprises sans contrepartie.

Le 29 septembre dernier, les agentEs des Finances publiques sont descenduEs dans la rue avec des centaines de milliers de fonctionnaires et de lycéenNEs pour dénoncer cette politique mortifère et défendre les services publics. Nous demandons les moyens nécessaires pour bien faire notre travail et en vivre décemment !

Monsieur le Directeur, vous devez entendre la colère qui monte et vous en faire le relais auprès de votre hiérarchie.